

LA CRISE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE : UNE FIN DE CYCLES ?

Étienne Balibar

L'Harmattan | « *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* »

2016/1 N° 43 | pages 25 à 43

ISSN 1266-7862

ISBN 9782343088006

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-des-idees-politiques-2016-1-page-25.htm>

Pour citer cet article :

Étienne Balibar, « La crise de la construction européenne : une fin de cycles ? », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques* 2016/1 (N° 43), p. 25-43.

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La crise de la construction européenne : une fin de cycles ?

par Étienne Balibar*

Je proposerai deux hypothèses de travail¹. La première, c'est qu'il n'a jamais existé d'« espace européen » délimité de façon stable. Ce n'est pas à dire que parler d'affinités culturelles, d'interdépendances économiques ou d'étroites corrélations entre les histoires politiques des nations européennes soit dénué de sens. Simplement, toutes ces caractéristiques sont la conséquence d'interactions matérielles, dont elles expriment aussi les transformations. Or ces interactions ont toujours impliqué le reste du système-monde capitaliste, avec lequel l'Europe entretenait une relation qu'on pourrait dire « co-constituante ». Les changements intervenus dans cette relation au cours des cinq derniers siècles doivent donc nécessairement jouer un rôle décisif dans toute tentative pour définir ce qui fait « l'identité » européenne, mais pourraient aussi la défaire. Le plus frappant, évidemment, c'est le *renversement* de

* Etienne Balibar est professeur émérite de philosophie à l'Université Paris 10.

¹ Ce texte est l'adaptation française de ma conférence au colloque "Creating Community and Ordering the World. The European Shadow of the Past and Future of the Present", The University of Helsinki, 8-9 juin 2013, en conclusion des travaux du projet de recherche *Between Restoration and Revolution, National Constitutions and Global Law: an Alternative View on the European Century 1815-1914*, financé par l'European Research Council (2009-2014), dirigé par Martti Koskeniemi, Bo Stråth, et Henning Trüper. Une version revue a paru également en anglais dans la revue *Constellations*, Volume 21, N° 2, juin 2014.

tendance auquel Dipesh Chakrabarty a donné le nom de « provincialisation de l'Europe » : c'est-à-dire le fait qu'elle soit passée du « centre » à une position de *dépendance* par rapport aux dynamiques de la mondialisation.² Cette situation n'engendre pas de conclusions simples quant à l'avenir des peuples européens, mais conduit à un regard critique sur les schémas au moyen desquels s'est ordonnée notre représentation de l'histoire, dominée par un modèle de « modernisation » associée à l'occidentalisation, issue d'une européanisation lancée par l'impérialisme européen, puis relayée par d'autres.

De cette observation découle ma seconde hypothèse : entre le privilège accordé à certaines unités du « temps du monde » (comme disait Braudel) et certains *cycles* d'évolution, il y a nécessairement réciprocité. Mais la considération des cycles, artifice privilégié par les philosophies de l'histoire pour « mesurer » l'écart entre les conditions initiales du surgissement de certaines institutions et les effets de leur développement, est le plus souvent sous la dépendance de schémas *téléologiques* tels que progrès, grandeur et décadence, dépassement dialectique... Ces modèles s'imposent d'autant plus fortement qu'une situation de « crise » peut apparaître comme l'effet d'une *surdétermination* de plusieurs « fins de cycles » d'échelle très différente, devenus historiquement interdépendants. C'est ce fil conducteur que je voudrais adopter pour examiner la façon dont ce qui « s'achève » sous nos yeux dans l'histoire de l'Europe détermine ce qui cherche, de façon hautement conflictuelle, à y prendre « naissance ».

Longue durée : le « décentrement » de l'Europe

Commençons par nous installer dans la longue durée en examinant l'évolution multiséculaire de la capacité européenne à « centraliser » le monde, c'est-à-dire à l'organiser comme sa

² Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, New Edition 2007.

« périphérie » économique, politique et culturelle. En développant la terminologie de Chakrabarty, nous pouvons dire qu'il s'agit du cycle de *capitalisation* et de *provincialisation* de l'Europe. Ce cycle s'enclenche avec la « découverte » de l'Amérique, mais la question de sa fin est complexe et prête à contestation. En un sens, dès la fin de la Première Guerre mondiale, les États-Unis avaient opéré un « décentrement » du monde, et la provincialisation de l'Europe pourrait apparaître comme un fait accompli lorsqu'au terme d'une Seconde Guerre mondiale, ils eurent transformé leur puissance économique en hégémonie géopolitique. Ce déplacement ne suffit pas, pourtant, à exclure l'Europe du « centre » de la politique mondiale : c'est même l'inverse, si on tient compte du fait que la principale contestation de l'hégémonie américaine est portée par le « système soviétique », implanté au cœur de l'Europe. En revanche, dans la situation actuelle, la fonction supplétive que remplissent la plupart des nations européennes au regard de la politique américaine engagée dans divers conflits, cependant que la plus grande partie de l'ancienne Union soviétique semble se tourner vers la constitution d'un ensemble « eurasiatique », manifeste clairement que la « centralité européenne » appartient désormais au passé.

Il ne s'agit évidemment pas ici de ramener cinq siècles d'histoire européenne et mondiale au déroulement d'un seul et même scénario, mais de poser un cadre général permettant de problématiser une question privilégiée que soulève la construction européenne : celle de l'historicité de la forme « nation » et de sa fonction politique. Il est probable que les historiens-philosophes vont proposer de grands récits de la « déseuropéanisation » ou de la « résistance à l'europanisation » comme ils avaient construit des téléologies de l'europanisation du monde sous différents noms. Ces récits soulèvent toujours les mêmes problèmes de réduction de la complexité au moyen d'un seul principe. Mais pour éclairer les dilemmes de notre présent, il faut mettre le destin de la forme « nation » en relation avec le modèle centre-périphérie instauré par la modernité. Cette configuration hiérarchique articulait les métropoles européennes avec le reste du monde distribué en

colonies et semi-colonies ou colonies « à venir », enjeu des luttes d'influence entre les nations européennes. Elle commence à se mettre en place au XVI^e siècle et atteint son apogée à la fin du XIX^e siècle, au terme du « partage du monde », avant de déboucher sur la « Grande Guerre » entre les nationalismes européens. Dans la période classique de l'impérialisme, les « nations », ce sont donc les puissances européennes ou leurs répliques en Europe et hors d'Europe, cependant que le reste est maintenu en dehors de la forme « nation », jusqu'à la décolonisation.

De cette distribution ont résulté plusieurs conséquences de longue portée, en particulier le fait que c'est à partir de l'Europe, dans la figure d'un « constitutionnalisme européen », que la nation a été universalisée comme une forme politique hégémonique.³ L'État-nation est apparu comme la condition nécessaire pour le développement des formes juridiques de la vie en société : l'institution de la souveraineté populaire, la démocratie représentative et la citoyenneté républicaine. Et il est apparu comme le cadre « naturel » pour l'exercice du droit à l'auto-détermination collective. Même si nous ne pouvons pas identifier un unique tournant dans l'histoire du système-monde capitaliste, puisqu'il y a eu plusieurs vagues d'universalisation (ce qui fait qu'au bout du compte le processus apparaît *coextensif* à la modernité, depuis la fin du XVIII^e siècle au moins), on voit bien que l'évolution politique du monde a été commandée par un progressif *retournement* de la forme « nation », initialement constituée pour assurer la domination de l'Europe sur le reste du monde dans la configuration (qu'on dit aujourd'hui « westphalienne ») d'une rivalité entre nations européennes, en moyen de résistance (plus ou moins effective) à cette domination. Avec les indépendances américaines, cette résistance commence à s'inscrire dans l'ordre géopolitique. Avec la Deuxième Guerre mondiale, elle fait des « nations unies » le fondement d'un nouveau système de droit international. Ce système n'est évidemment pas moins conflictuel

³ Voir *Conflict, Power, and the Landscape of Constitutionalism*, ed. Gilles Tarabout, Ranabir Samaddar, New Delhi, Routledge, 2008.

que le précédent, mais il peut se présenter comme la réalisation, à l'encontre des intérêts de l'Europe elle-même, de l'idéal « cosmopolitique » que les philosophes et les juristes européens avaient pensé comme un complément ou un dépassement de la forme « nation ».⁴

Tous les scénarios d'universalisation de la forme « nation » dans l'histoire moderne impliquent une *relativisation* de la place de l'Europe dans le monde, mais ils n'impliquent pas pour autant un *effacement* du rôle que joue l'invention européenne de la nation politique comme institution. Cependant ils nous confrontent à une énigme dont les vicissitudes de la construction européenne n'ont pas encore délivré le sens : quels seront les effets de la provincialisation de l'Europe sur l'avenir d'un certain concept du politique qui s'était cristallisé en Europe dans la forme d'une dialectique permanente des figures de la conscience du « peuple » entre la *classe* et la *nation* ? Des nations qui se sont formées en étroite symbiose avec un ordre impérial aujourd'hui disparu (et qui portent en elles en quelque sorte le fantôme de « l'Empire », en particulier dans leur représentation de la *souveraineté* comme un absolu) éprouvent manifestement autant de difficultés à inventer des formes post-nationales de gouvernement et de citoyenneté qu'à préserver le sens collectif des formes nationales, sauf à les surcharger d'un pathos régressif qui, au bout du compte, ne fait qu'accentuer leur crise.

Je tenterai de garder en mémoire ce cadre de longue durée. Mais pour éclairer une autre dimension de la double crise du nationalisme et du cosmopolitisme en Europe, je voudrais me concentrer sur une histoire plus récente : celle des rapports entre la *division de l'Europe* pendant la guerre froide, et le double phénomène *politique* qu'a représenté la consolidation, puis le démantèlement au

⁴ L'analyse sur ce point court de Carl Schmitt, *Le Nomos de la terre dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum* (1950), tr. fr., Paris, PUF, 2001, à Martti Koskenniemi, *The Gentle Civilizer of Nations. The Rise and Fall of International Law 1870-1960*, Cambridge & New York, Cambridge University Press, 2001.

moins partiel de l'État national-social.⁵ Il s'agit par conséquent d'un autre cycle, correspondant à ce qu'une série d'historiens contemporains se sont accordés pour l'appeler la « guerre civile européenne » du XX^e siècle.⁶

La « guerre civile européenne »

Suivant la proposition d'Éric Hobsbawm, nous pouvons dire que le « court XX^e siècle » commence avec la Première Guerre mondiale. C'est elle qui crée les conditions de la première insurrection communiste « victorieuse » dans l'histoire humaine, d'où procède un système politique continental qui passera par des phases de conflit aigu et de compromis avec le libéralisme dominant, mais aussi qui engendre le fascisme. Les principes de ces systèmes antagonistes sont tous enracinés dans la tradition politique européenne. Or la succession de la guerre, de la révolution et du fascisme inaugure un type de division de l'Europe en blocs ou camps idéologiques qui se projette dans l'ensemble du monde, d'abord par les alliances de la Deuxième Guerre mondiale, ensuite dans la forme de la guerre froide. Une fois de plus, si l'identification du point de départ est aisée, celle de la fin est plus difficile. Quand on observe le changement des rapports de forces entre les « deux Europes » (socialiste et capitaliste), ainsi que l'intensité inégale de la circulation des idées et des impulsions politiques entre les deux côtés, on peut penser que dès 1968 une transformation décisive était intervenue : la contestation sociale et politique de l'ordre établi se produit simultanément des deux côtés, cependant

⁵ Sur cette catégorie, voir E. Balibar, *La proposition de l'égaliberté. Essais politiques 1989-2009*, Presses Universitaires de France, 2010.

⁶ Voir Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes. A History of the World, 1914-1991*, New York, Vintage Books 1996 (trad. fr. *L'âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles & Paris, Complexe / Le Monde diplomatique, 2003) ; Ernst Nolte, *Der europäische Bürgerkrieg, 1917-1945: Nationalsozialismus und Bolschewismus*, Munich, Herbig Verlag 1997. John Maynard Keynes avait déjà utilisé cette catégorie en 1919 dans *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, MacMillan, 1929.

qu'à l'Ouest un type de mouvement social prend le relai d'un autre, mais à l'Est les dernières tentatives de réforme du « socialisme réellement existant » ou, comme dira Rudolf Bahro, d'*alternative* sur une base non capitaliste, sont brutalement écrasées, préfigurant l'effondrement interne du système. Il faut partir de là si l'on veut comprendre ce qui unifie les différents aspects de la « révolution » de 1989-1990 : l'émergence du néolibéralisme comme forme dominante de gestion du capital, l'effondrement du communisme d'État ou sa conversion en méthode d'accumulation primitive du capital, ainsi que sur le plan des institutions politiques la réunification allemande et la désintégration des États multinationaux gouvernés par un parti unique (URSS et Yougoslavie).

En reprenant la suggestion des auteurs qui parlent de « guerre civile européenne » pour décrire l'enchaînement des configurations politiques du XX^e siècle, nous ne cédon pas purement et simplement à la tentation de dramatiser l'histoire. Ce qu'il s'agit de comprendre, c'est la façon dont l'antagonisme entre les idéologies du communisme, du libéralisme et du fascisme s'imbrique avec les conflits de classe et de nation. Ici encore nos raisonnements sont dominés par un grand schème qu'on pourrait appeler un *conflit d'eschatologies*, puisque chacune des idéologies rivales (y compris le libéralisme) tend à imaginer la « fin de l'histoire » d'une certaine façon. Ce conflit passe de formes violentes (incluant l'extermination et le génocide) à des formes « froides » qu'on peut assimiler à des épisodes de guerre de position : les origines de la construction européenne actuelle en procédant directement. Il s'agissait à la fois de *prévenir* le retour de la guerre intra-européenne après l'effondrement du nazisme et de consolider le camp libéral en face du système communiste dans la guerre froide. Il va de soi que les deux ensembles supranationaux : la Communauté économique européenne à l'Ouest et le Comecon à l'Est, sont des constructions commandées par les stratégies de la guerre froide. Mais il est fondamental que ces ensembles, au lieu de ne reposer que sur des rapports de force et des alliances diplomatico-militaires, se constituent en projets économiques et sociaux. C'est à

partir de là qu'on peut essayer d'interpréter le phénomène le plus étrange qui marque la fin du cycle : le fait que, lorsque s'effondre le système communiste soviétique, dans lequel la doctrine économique marxiste avait été transformée en dogme politique, l'Union Européenne demeurée seule maîtresse du terrain adopte à son tour un dogme économique de signe opposé (la « concurrence libre et non faussée », inscrite dans le Traité de Maastricht) pour l'élever au rang de principe suprême de gouvernement, imposé par l'Union à tous ses membres.

La figure du « conflit d'eschatologies » n'a donc pas une signification simplement idéologique, ou plutôt les tendances idéologiques s'incorporent à des rapports de forces matérielles. Pendant plus de 70 ans, et peut-être encore au-delà, ces rapports sont indissociables de la violence politique. Cependant nous devons prendre garde à ceci que les discours qui s'inscrivent dans une perspective eschatologique ont une tendance permanente à *réduire la complexité des conflits* dans lesquels ils sont partie prenante à des oppositions *binaires*, du type « libéralisme/totalitarisme » ou « socialisme/capitalisme ». Or la guerre civile européenne ne s'est jamais ramenée à un affrontement de deux camps, ni dans ses moments militaires, ni dans ses moments de guerre de position. Au minimum, elle a revêtu la forme d'un conflit tripolaire, d'où la forme tourmentée sous laquelle se présente le problème de l'unification européenne : ce n'est pas avec le plan Marshall ou la Communauté européenne du charbon et de l'acier qu'il faut en faire commencer l'histoire, mais bel et bien en 1940 avec l'invasion de la Pologne et de la France par l'Allemagne nazie, au service de son projet continental, quelles qu'en soient les contradictions internes.⁷ De ce point de vue, les innovations institutionnelles de l'après-guerre représentent donc un *tournant* (révolutionnaire) dans l'histoire de l'Europe plutôt qu'une *origine* absolue. Et ce tournant n'est pas nécessairement le dernier, même si l'on peut espérer que d'autres ne revêtiront pas une forme aussi dévastatrice. Toutes ces

⁷ Mark Mazower, *Hitler's Empire. How the Nazis Ruled Europe*, New York, The Penguin Press, 2008.

catégories (origine, tournant, révolution) font problème. Elles n'ont pas de sens en dehors d'une histoire *ouverte*, qui a déjà passé par plusieurs phases : la défaite du « nouvel ordre européen » de Hitler, les constructions supranationales antithétiques de part et d'autre du rideau de fer, oscillant entre la guerre et la coexistence pacifique, enfin l'Union européenne et son ordre néolibéral. La question ne peut qu'être laissée en suspens des phases encore à venir, puisque rien n'est moins sûr désormais que la stabilité du système actuel.

Parmi les raisons qui peuvent nous pousser à relire ainsi les leçons de l'histoire tragique du XX^e siècle, certaines ont à voir avec le fait que l'Allemagne réunifiée occupe à nouveau une position dominante en Europe et s'en serve pour promouvoir ses intérêts nationaux et « constitutionnaliser » les politiques néolibérales. Ce n'est pas sans raisons que certains ont agité à ce propos le spectre d'une « Europe allemande ».⁸ Il est aussi difficile à cet égard de résister aux amalgames que de nommer les choses sans tabous. C'est pourquoi nous avons besoin de profondeur historique : les *rapports de puissance* et les *conflits idéologiques* n'ont jamais cessé de déterminer l'équilibre relatif du facteur national et du facteur supranational, mais leur nature n'a cessé d'évoluer. C'est tout aussi vrai si nous nous tournons maintenant vers l'interaction entre les *divisions de l'Europe* et les *enjeux sociaux* de la construction européenne. Je voudrais maintenant l'évoquer brièvement.

Effets paradoxaux de la guerre froide

Lorsque nous cherchons à comprendre ce qui articule intrinsèquement les phases de l'histoire politique de l'Europe et les figures d'unité ou de division de son espace géographique, il faut laisser de côté toute réduction de cette histoire à *une seule* des régions de l'Europe. De même que, sur la longue durée, la constitution matérielle de l'Europe n'a jamais été indépendante de sa place dans le système-monde, de même elle a toujours évolué dans une

⁸ Ulrich Beck, *Das deutsche Europa. Neue Machtlandschaften im Zeichen der Krise*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2012.

relation dialectique entre *toutes* ses parties historiques. Si nous voulons comprendre ce qui a conduit à la mise en place et au développement du Welfare State dans un cadre national, sous la protection du Marché Commun et sous la direction de forces politiques alliées à l'échelle européenne, nous ne devons pas nous contenter d'invoquer des facteurs moraux et des luttes sociales intérieures, il faut ajouter le facteur interne/externe que constitue la nécessité de proposer une alternative au système soviétique et de contrecarrer l'influence du communisme sur les classes ouvrières au lendemain des deux guerres mondiales et de l'affrontement avec le fascisme. On pourrait dire en termes gramsciens que la menace n'était pas tant de l'ordre du danger militaire que du conflit hégémonique. Bien entendu cette menace n'aurait produit aucun effet si elle n'avait été relayée par des mouvements sociaux puissants, avec leurs directions politiques et leur conscience idéologique propre : les luttes de classes ouvertes en Grande-Bretagne, en France ou en Italie, le syndicalisme réformiste en Allemagne ou en Suède. La pression est donc venue à la fois d'en haut et d'en bas. Si nous retenons cette hypothèse, il faut bien admettre une terrible ironie : cependant qu'à l'Est le « socialisme » soviétique engendrait le totalitarisme politique et s'achevait dans la corruption et l'inefficacité « planifiée », à l'Ouest il contribuait au développement des politiques sociales et de la citoyenneté démocratique. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il soit aussi difficile d'en dresser une image simple qui soit appropriable par tous les Européens...

Une telle « ruse de l'histoire » contribue aussi à éclairer la signification des transformations intervenues en 1989 et au-delà. Dès le début des années 1980 au moins, il était clair aux yeux de la plupart des Européens que le socialisme soviétique n'était pas un système de démocratie « populaire » représentant les intérêts de la classe ouvrière. Et avec les révolutions démocratiques de 1989 en Europe de l'Est, toute trace de défi politique avait définitivement disparu pour les États de l'Ouest. Or, durant la même période, ceux-ci voyaient s'accélérer une « révolution passive » qui privait les organisations issues du mouvement ouvrier de leur fonction et

de leur base, finissant, soit par les marginaliser, soit par les rallier aux idéologies du « centre » néolibéral. Il y a donc, à nouveau, quelque ironie mais aussi une grande logique dans le fait que, dès 1992, l'Union Européenne se soit dotée d'une quasi-constitution où, pour la seconde fois en Europe, un principe d'économie politique dérivant d'une idéologie particulière a été érigé en règle d'or que tous les États membres étaient chargés de mettre en œuvre sous la surveillance des organismes communautaires. Un dogme, image en miroir de son prédécesseur dans l'autre « camp », avait ainsi occupé la place laissée vacante. Il reste à en observer les effets.

Le processus d'unification européenne

La date de 1992 marque ainsi la conclusion d'un siècle d'antagonismes politiques dont les conséquences sont au cœur de la construction européenne actuelle, mais elle n'en constitue évidemment ni le point de départ ni le point d'arrivée. Il s'agit d'une bifurcation dont il faut évaluer le degré de radicalité. Pour cela nous devons nous pencher sur un troisième cycle : celui qu'on se représente volontiers comme la succession des étapes menant à l'unification de l'Europe, à l'exception de l'espace russe, dans une forme quasi (ou proto) fédérale. Cela suppose d'admettre que la série des institutions qui commence par la mise en place de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951) et conduit au Traité de Maastricht (modifié à Amsterdam et à Lisbonne), à travers l'étape décisive du Traité de Rome (1957), forme un seul processus d'intensification et d'élargissement. Il est pourtant clair que l'idée même d'un progrès continu, qui tantôt se trouverait bloqué, tantôt connaîtrait des accélérations décisives, fait partie du problème plutôt que de sa solution. Et, plus encore que dans les deux cas précédents, nous butons sur la question de la « fin ». Ou bien, comme le voudrait l'optimisme officiel, le processus d'unification est quasi achevé : l'Europe est en voie de fédéralisation, même et surtout si c'est sous une forme nouvelle dont elle est le seul représentant dans l'histoire, les crises qu'elle traverse ne sont

que des épreuves dont elle se sert pour accélérer son intégration, ou bien, comme le voudraient des discours pessimistes fondés sur la conviction de la pérennité de l'État-nation comme institution de la souveraineté des peuples et sur le constat des contradictions internes auxquelles conduit le régime économique actuellement dominant, elle a précisément atteint les limites de ses possibilités d'intégration et ne peut plus que s'enfoncer dans la crise. Plutôt que de trancher immédiatement, je pense qu'il faut se servir du constat de crise généralement partagé pour revenir sur les moments du cycle d'unification, beaucoup moins continus en réalité que ne semble l'indiquer la succession des textes juridiques.

C'est en 2008 dans le contexte de la crise bancaire internationale que les difficultés croissantes éprouvées par un certain nombre de pays à se maintenir dans les normes budgétaires imposées par la Commission se sont transformées en une crise proprement européenne. Elle a un caractère politique parce qu'il s'avère que l'Union européenne, applique des traitements différents à ses membres en cas de « manquement » aux règles communautaires et parce qu'elle démontre son incapacité à inventer un remède pour l'un de ses membres en situation de faillite qui ne l'enfoncé pas dans la récession et ne débouche pas sur une suspension des institutions démocratiques. À des degrés divers, le même scénario s'est répété pour la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Le système bancaire européen étroitement imbriqué à la monnaie commune, qui tient les États autant qu'il est soutenu par eux, passe par des épisodes de spéculation aiguë dans lesquels les dettes souveraines sont « jouées » les unes contre les autres par les marchés financiers. Faute d'une mutualisation des dettes entre les pays de la zone euro, l'Europe ne réussit à contrôler le risque monétaire qu'en s'enfonçant dans une récession prolongée qui pérennise un chômage de masse. À ce point la crise se transforme en crise existentielle. Il faudrait à la fois que les classes politiques soient capables de raisonner indépendamment des intérêts particuliers des groupes de pression nationaux et que la majorité de la population retrouve espoir dans un projet politique commun, au

travers d'une nouvelle fondation de la citoyenneté européenne. Nous sommes très loin d'une telle situation : d'où le sentiment qu'on est entré dans un *interregnum* où, comme l'écrivait Gramsci, « l'ancien est déjà mort, mais le nouveau ne réussit pas à naître. »⁹

Cette situation conduit à examiner de plus près la façon dont, au cours des 60 dernières années, les élargissements successifs de l'Union (d'abord baptisée Communauté) ont correspondu à des mutations dans les modalités de sa gouvernance ainsi qu'à des déplacements dans les rapports de puissance entre ses membres. Il en résulte une *périodisation* qui peut guider la réflexion sur les *alternatives* plus ou moins ouvertes que ménage la construction européenne. L'Europe des Six apparaissait encore comme une formation relativement égalitaire, alors que l'Europe des Vingt-Huit est clairement oligarchique. On voit aussi que s'est produite une intériorisation des incompatibilités géographiques. L'Union s'est construite sur le mythe d'une expansion jusqu'aux limites de l'espace européen ou « européenisable », à bien des égards analogue à l'ancienne doctrine des frontières naturelles. Avant la crise, ce qui faisait problème, c'était l'incorporation de nouvelles périphéries dont le caractère plus ou moins « européen » était en fait décrété en fonction de critères stratégiques ou idéologiques qui ne faisaient pas l'unanimité : la Turquie, les États balkaniques, puis telle ou telle des nations de l'ex-URSS (les Pays baltes, la Géorgie, l'Ukraine). Aujourd'hui, ce qui fait problème, c'est le fait que l'Union européenne elle-même soit subdivisée entre différentes modalités de participation et différents horizons d'attente dont la signification sera permanente. Il n'est donc plus possible de les voir comme les moments d'un seul développement inégal. Ceci va aussi clairement de pair avec le déclin des fonctions de la Commission Européenne, le maintien du Parlement européen dans le statut inférieur d'un organisme consultatif et l'ascension de la Banque Centrale Européenne au rang de composante à part

9 Zygmunt Bauman a lui aussi utilisé cette catégorie de Gramsci dans les *Cahiers de la Prison* à propos de la situation européenne actuelle : ("Times of Interregnum" in *Ethics & Global Politics*, Vol. 5, No. 1, 2012, p. 49–56).

entière de ce que Jürgen Habermas a appelé le *postdemokratischer Exekutiv-Föderalismus*.¹⁰

Conflits et bifurcations dans la construction de l'Europe

C'est l'idée même de construction linéaire qui doit être ici remise en jeu. Elle dérive du « progressivisme » inscrit d'emblée au cœur de l'idéologie européeniste. Mais plusieurs récits s'affrontent en la matière, et la crise a porté leur différend au grand jour. Le dogme qui s'énonce dans les textes de philosophes politiques directement liés à l'*establishment* « fédéraliste », c'est ce qu'on pourrait appeler la *ruse de la raison européenne* : il repose essentiellement sur la généralisation et la transfiguration spéculative de la « méthode Monnet » qui a servi à gérer les dissensions internes à l'ensemble supranational.¹¹ Il s'agit d'avancer des éléments de *fédéralisme occulte* (apparemment « dépolitisé ») pour contourner les résistances des États membres et de leurs opinions publiques, d'où l'idée plus générale que *les crises de la construction européenne* entraîneront inéluctablement des progrès du fédéralisme, comme seul moyen de les résoudre. L'intégration économique conduirait automatiquement vers l'émergence d'une institution politique postnationale qui s'approprie une part croissante des prérogatives souveraines d'un État, parce qu'on admet tacitement que *l'économie est ce qui unit et donc unifie l'Europe*. Par un postulat téléologique, on exclut que les nations ou les régions (et donc les populations) européennes puissent avoir *des intérêts économiques essentiellement divergents*, inégalement servis par les politiques et les formes mêmes de la construction de l'Europe, voire même rendus par elles de plus en plus antagonistes. À cette

⁹ Jürgen Habermas, *Zur Verfassung Europas. Ein Essay*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2011.

¹¹ Michael Burgess, *Federalism and European Union: The Building of Europe, 1950-2000*, Londres, Routledge, 2000, ou Luuk van Middelaar, *The Passage to Europe*, New Haven, Yale University Press, 2013 (éd. fr. : *Le passage à l'Europe : histoire d'un commencement*, Paris, Gallimard, 2012).

axiomatique s'en oppose une autre, adoptée par les adversaires de la construction européenne, pour qui l'Europe supranationale ou post-nationale n'a jamais rien été d'autre que le plan des gouvernants et des forces sociales qui les soutiennent pour détruire les nations et vider de son contenu la notion de souveraineté démocratique. Ce projet serait en quelque sorte inscrit dans le génome de l'Union européenne avant de se traduire en articles de traités. La conclusion logique est que, si l'on veut défendre la souveraineté nationale du peuple et/ou donner un coup d'arrêt au développement des inégalités que l'Europe engendre à l'intérieur de ses propres frontières, il n'y a pas d'autre solution que d'enrayer la construction européenne elle-même. Car celle-ci fait corps avec l'orthodoxie néo-libérale, et même l'avait anticipée.¹²

Je ne veux pas entrer dans le détail de ces deux grands récits, mais je veux souligner qu'ils ont en commun l'idée de *développement nécessaire*, et par conséquent la dénégation ou la minimisation des aspects de *contingence* et de *discontinuité* qui marquent l'histoire de la construction européenne – en relation avec des transformations de la société et de son articulation aux évolutions du système-monde. C'est pourquoi il leur est quasiment impossible d'imaginer d'autres choix politiques, et *a fortiori* des *bifurcations* historiques faisant émerger d'autres « *Europes* ». Mais évidemment il n'est pas aisé de faire apparaître rétrospectivement ces autres choix, bien que ce soit essentiel pour comprendre en quoi la situation actuelle elle-même pourrait ouvrir à d'autres possibilités que la construction néolibérale intégrale ou le démantèlement de l'Union (qui sont également « destructives »). S'il est vrai que le projet n'a jamais purement et simplement consisté dans l'application d'un plan préétabli, il devrait être possible de mesurer la part respective de la contingence et de l'irréversibilité en examinant les

¹² Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique Editions, 2013. Sur la question plus spécifique de la sortie de l'euro : Wolfgang Streeck, *Gekaufte Zeit: Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2013. Voir aussi Jacques Sapir, *Faut-il sortir de l'euro ?*, Paris, Le Seuil, 2012.

contenus de chacune des *phases* de la construction européenne, exactement comme on doit le faire pour interpréter les changements intervenus dans la représentation de l'identité collective et de l'espace européen.

Trois phases et deux tournants

Ni l'idée d'un déterminisme manifestant progressivement ses conséquences, ni celle d'une nécessité historique qui s'avance masquée, ni celle d'un idéal cosmopolitique ou solidariste n'étant vraiment tenables, il reste l'analyse des contraintes et du rapport des forces sociales qui, périodiquement, ont amené à infléchir le processus de la construction européenne et à modifier sa signification, sinon même à le refonder sur d'autres bases et en vue de nouveaux objectifs. Car c'est en interprétant les bifurcations du passé qu'on peut contribuer à imaginer celles de l'avenir. Les historiens sont au fond d'accord pour mettre en relation trois phases politiques avec trois « géométries » successives de l'ensemble européen : une phase A avec la « petite » Europe des Six, une phase B avec l'Europe « occidentale » de 9 à 12 membres dans les années 70 et 80, enfin une phase C avec la « grande » Europe de 25 à 27 membres. Ce qui ne fait pas l'unanimité, en revanche, c'est la nature des tournants : leurs causes, les transformations significatives du contenu de l'Union. Je proposerai donc mes propres hypothèses.

Pour ce qui concerne le passage de la phase A à la phase B, je pense qu'il n'importe pas seulement de considérer les conséquences du choc pétrolier de 1973 et de la rupture du consensus monétaire de Bretton Woods par les États-Unis, mais de faire toute leur place aux événements de 1968. En ébranlant les méthodes de gouvernement autoritaires et paternalistes dans l'entreprise aussi bien que dans la famille, dans l'université (et d'autres institutions), 68 a contribué à faire sortir le capitalisme de la gouvernementalité fordiste qui avait été associée avec un équilibrage relatif et une institutionnalisation de la lutte des classes dans le cadre des politiques keynésiennes de régulation de l'économie libérale. Le

nouveau capitalisme qui répondait à ce défi opérait un tournant décisif vers l'individualisation des tâches et des modes de consommation, ce qui lui permettait de s'attaquer à la stabilité des emplois et de mettre en œuvre des formes d'exploitation intensive tout en paraissant valoriser la responsabilité personnelle des ouvriers et des employés. Les formes traditionnelles de la solidarité et des luttes de classes offraient une résistance inégale, mais entraient généralement en décadence, en même temps que se développaient d'autres formes de critique sociale, de mouvements collectifs et de conscience internationaliste. En considérant les choses de cette façon, nous nous préparons à comprendre ce qui fait de la phase B « intermédiaire » un moment hautement contradictoire, dans lequel plusieurs voies ont été effectivement en concurrence, avant que l'une d'entre elles ne prenne le dessus et n'efface les traces de sa victoire en se présentant comme la seule expression possible des « principes » de départ.

Ce qui peut nous frapper d'abord, c'est le fait que la question de la *division de l'Europe suivant l'axe Est-Ouest* ne fut pas seulement considérée sous l'angle d'une incorporation de l'Europe de l'Est dans l'Europe de l'Ouest comme un simple « élargissement ». La *détente* qui avait progressivement atténué la guerre froide ainsi que les difficultés auxquelles les États-Unis devaient faire face au Vietnam avaient permis l'esquisse d'un autre choix que l'Europe atlantique, dont l'*Ostpolitik* du Chancelier Brandt ou les campagnes de citoyens de part et d'autre du « mur » dans le cadre de l'Appel d'Helsinki demeurent des indices significatifs. Ce que Mikhaïl Gorbatchev appellera plus tard la « maison commune européenne », quelle qu'en fût l'indétermination, semblait pouvoir trouver une traduction politique ou même institutionnelle : mais il eût fallu pour cela non seulement que les politiques européennes s'autonomisent réellement par rapport à la « direction » géopolitique américaine, mais que le socialisme lui-même eût encore des capacités de se réformer.

Plus décisive a donc été l'évolution des composantes de la « gauche politique » européenne dans la même période. C'est là

que pour ma part je situerai le maillon faible dont la défaillance a contribué à fermer les possibilités d'alternative à la constitution néolibérale, dans un environnement international qui de toute façon poussait dans ce sens. La gauche européenne n'a pas été capable de transporter à l'échelon transnational les résistances et les luttes pour l'égalité et la solidarité, et ainsi d'ouvrir un nouvel horizon d'émancipation et d'exercice de la citoyenneté. Elle est restée enfermée à l'intérieur des frontières de l'État-nation où les luttes de classes avaient contribué à imposer les droits sociaux, dans la forme d'un État national-social. De leur côté les gestionnaires de l'accumulation ont massivement utilisé l'arme de la délocalisation industrielle pour casser le syndicalisme. Inversement, les nouveaux mouvements sociaux et culturels (écologie, féminisme, altermondialisme, humanitaire, droits des minorités sexuelles...) ont sans doute tissé tout un réseau de solidarités internationales, mais ne se sont pas vraiment intéressés à la perspective européenne (sauf l'écologie dans une certaine mesure). Dans ces conditions, le projet d'une Europe sociale, fondée sur l'homogénéisation des droits et sur la mise en œuvre de politiques économiques communes, présentée comme la contrepartie de l'unification monétaire par des dirigeants politiques d'orientation sociale-libérale lorsque les compétences de la Commission Européenne étaient maximales, fut enterré avant même la réunification allemande et renvoyé aux oubliettes des discours de légitimation technocratiques. Après le deuxième grand tournant, celui de 1989 qui traduit les exigences de la mondialisation financière en termes de concurrence illimitée au sein de l'Union, il semble décidément trop tard pour dresser une Europe des solidarités et des avancées démocratiques en face de la remontée des nationalismes étroitement combinée à l'avènement de la gouvernance autoritaire du néolibéralisme, dont la *Troïka* et l'Eurogroupe sont les instruments les plus voyants. La question qui se pose à nous est donc celle-ci : comment, sans opérer un impossible retour aux conditions antérieures, mettre à profit la crise de plus en plus profonde qui affecte aujourd'hui la constitution néolibérale de l'Europe pour faire apparaître de

nouvelles options, et préparer une bifurcation dont on peut penser qu'elle serait la seule chance pour l'Europe de se réinventer un avenir commun, au terme des trois cycles imbriqués dont s'opère aujourd'hui le recouvrement.